

DEUX UTOPIES NOUVELLES

Looking backward, par EDWARD BELLAMY. — *Mon Utopie*,
par M. CHARLES SECRETAN.

Aux époques de transformation sociale, il se rencontre des hommes d'un cœur généreux et d'un esprit élevé qui, avides de justice, s'affligent et s'indignent des maux et des iniquités dont souffrent les classes déshéritées. Ils croient en voir la cause dans les institutions, et ils rêvent un ordre meilleur où régneraient la paix, l'harmonie, la félicité universelle. Ils créent une utopie. C'est ainsi que Platon composa la *République*. Ce que le plus grand philosophe de la Grèce veut proscrire avant tout, et ce trait se rencontre dans toutes les utopies imaginées plus tard, c'est l'égoïsme qui divise les hommes entre eux et entretient les luttes, la jalousie et les haines. Le *tien* et le *mien* appliqué à la propriété et à la famille suscite les convoitises rivales et rend l'entente impossible; il faut donc supprimer la famille et la propriété. Tout est à tous, femmes et biens; mais conformément aux prescriptions de la raison. Les animaux se battent et se déchirent pour se disputer la proie. C'est la lutte pour l'existence, comme on dit aujourd'hui. Les hommes, obéissant aux lois édictées par la sagesse, doivent s'entendre pour réaliser le plus grand bien. Le but final n'est pas, comme nous le pensons aujourd'hui, le développement le plus complet de l'être humain, mais la perfection de la société. Les hommes ne sont, pour ainsi dire, que les matériaux dont la superposition ordonnée par l'architecture politique constituera la cité idéale.

Le millénium est une autre utopie, sortie, celle-ci, des entrailles du judaïsme et du christianisme qui a exercé sur notre Occident une influence autrement profonde que celle de Platon. Les prophètes fulminent, en accents d'une admirable éloquence, contre ce monde où le méchant triomphe et où le juste est opprimé; ils annoncent la venue du Messie qui remettra tout en sa place et fera régner la justice. L'Évangile, la *Bonne nouvelle*, est l'annonce du royaume de Dieu, où les « premiers seront les derniers »; où « les pacifiques hériteront la terre »; où « ceux qui pleurent seront consolés »; où « bienheureux seront ceux qui auront été persécutés à cause de la justice, car le royaume des cieux sera à eux »; où « bienheureux aussi seront ceux qui sont affamés et altérés de justice, car ils seront rassasiés ». (Math. V, 1-10.)

C'est ce sublime idéal, cette divine utopie que Jésus annonça aux hommes. Abusés par certains passages des Écritures et surtout de l'Apocalypse, les premiers chrétiens espérèrent longtemps ce royaume de Dieu sur la terre, qui devait durer mille ans. Presque tous furent millénaires et cette idée persista jusqu'en l'an mil.

La croyance en la palingénésie, c'est-à-dire en la venue d'un monde nouveau et meilleur, se retrouve dans toute l'antiquité. Elle s'y combine, comme l'a très bien montré Pierre Leroux (*De l'Humanité*, II c. 6), avec certaines théories sur les périodes cosmiques de la vie de notre globe. Ce monde livré au mal doit périr dans les flammes, afin que naissent de « nouveaux cieux et une nouvelle terre ». Dans le mazdéisme, les cycles successifs du développement de l'humanité aboutissent à une conflagration générale, suivie par un renouveau universel.

Dans la Voluspa de l'Edda, la palingénésie est conçue presque de la même façon que dans l'Évangile. Les signes du renouvellement universel sont les suivants :

Le soleil deviendra noir.
 La terre s'engloutira dans la mer.
 Les étoiles brillantes disparaîtront des cieux.
 La fumée et le feu jailliront.

La flamme effroyable montera jusqu'au ciel.
 La Sibylle annonce le monde à venir.
 Je vois la terre sortir de nouveau des flots, verte et fraîche.
 Les eaux s'abaissent et au-dessus d'eux plane
 L'oiseau qui poursuit le poisson dans les torrents des montagnes.
 Les champs non ensemencés porteront leurs fruits.
 Tous les maux seront guéris par la venue de Baldur.
 Les Ases se réuniront dans les pleines d'Ith
 Et prononceront le jugement sous l'arbre puissant du monde ¹.

Dans les vers admirables de la quatrième Églogue de Virgile, on entend l'écho de cette attente d'un monde meilleur, qu'on rencontre si fréquemment dans toute l'antiquité et notamment dans les chants Sibyllins.

Magnus ab integro sæclorum nascitur ordo.
 Jam novo progenies cælo demittitur alto
 Ac toto surget gens aurea mundo.
 Omnis feret omnia tellus.

Virgile décrit ici la régénération de la nature. Les Écritures et les Eddas font plutôt entrevoir un nouvel ordre social et le triomphe de la justice.

Les anachorètes et les grands saints du moyen âge, saint Benoît, saint François d'Assise, voyant que le royaume de Dieu, toujours attendu, ne venait pas, s'enfuirent dans les montagnes et dans la solitude, pour y réaliser l'idéal chrétien comme ils le comprenaient, et eux aussi, comme Platon, supprimèrent la propriété privée et la famille, mais sous l'influence de l'ascétisme qui imposait des vœux de chasteté et de pauvreté. Si tous, hommes et femmes, avaient écouté leur voix, le mal eût été définitivement banni de l'humanité, car celle-ci eût cessé d'exister.

Plus tard, quand la Renaissance et la Réforme eurent mis tous les esprits en fermentation et en ébullition, et posé tous les problèmes, de nouvelles utopies virent le jour : Thomas More écrit son *Utopia*, Campanella sa *Civitas Solis*, Harrington son *Oceana* ².

¹ *Corpus poeticum Boreale*, par VIGFUSSON and POWELL, II, p. 625.

² Le meilleur livre sur les socialistes anciens est celui de M. Quack, professeur à l'université d'Amsterdam, intitulé : *De Socialisten* (en hollandais). V. aussi *Histoire du socialisme*, par Benoit Malon.

Dans la première partie de son livre, publié en latin, en 1517, More énumère les causes de la misère qui régnait alors en Angleterre : le grand nombre des nobles qui « écorchent » leurs tenanciers et qui entretiennent « tant de serviteurs aussi fainéants que leurs maîtres », les terrains communaux enlevés aux villageois et surtout les moutons qui dévorent les hommes et prennent leur place : « *Oves quæ tam mites erant, nunc tam edaces esse cœperunt ut homines devorent ipsos, agros, domos, oppida vastent ac depopulentur.* »

La spoliation et l'expulsion des cultivateurs est décrite en termes d'une violence extrême : « *Ergo ut unus continuatis agris aliquot millia jugerum uno circumdet septo; ejiciuntur coloni, aut circumscripti fraude aut vi oppressi ejiciuntur, aut fatigati injuriis, adigantur ad venditionem. Itaque quoquo pacto emigrant miseri viri, mulieres, mariti, uxores, orbi, viduæ, parentes cum parvis liberis.* » Comme contraste à cette société affligée et dépeuplée par les injustices des puissants, More nous dépeint l'harmonie et la félicité qui règnent dans l'île d'Utopie. Tous les biens sont communs et tout le monde travaille, les uns aux champs et les autres dans les ateliers alternativement. Une journée de six heures suffit pour produire largement tout ce qui est nécessaire. La manière de vivre est simple ; il n'y a plus de frelons qui consomment sans rien faire. Tant d'ouvriers qui, chez nous, livrent des futilités ne créent là-bas que des choses utiles. La production se fait en raison des besoins connus et, tout étant réglé, il n'y a jamais d'excédent. Rien ne s'achète à prix d'argent : tout ce qui est produit est déposé dans de grands magasins où les pères de famille vont chercher ce qu'il leur faut. Tous les habitants de l'île se considèrent comme égaux ; ils dînent presque chaque jour ensemble à des tables communes. Par des exercices corporels, ils acquièrent la force, l'agilité, la beauté. En un mot, c'est un tableau où se combinent l'idéal platonicien de la république de Platon et l'idéal de la vie de couvent. En le traçant, l'auteur expose les réformes politiques, économiques, juridiques qu'il rêvait.

Il termine par une tirade éloquente contre l'inégalité qu'on retrouve chez tous les socialistes modernes. « Est-il juste que le noble, l'usurier, l'orfèvre (le banquier de l'époque), qui vivent dans l'oisiveté ou ne produisent rien d'utile, aient toutes les jouissances, alors que le cultivateur, l'ouvrier, le charpentier souffre de la misère et peut à peine se procurer de quoi subsister, au moyen d'un travail excessif. Le sort des bêtes de somme est infiniment plus heureux !... » Southey, dans son livre (1830) : *Sir Thomas More*, s'inspire des idées de l'*Utopia* et veut y trouver un remède aux maux du régime industriel qui étaient aggravés alors en Angleterre par une crise économique intense. Il rappelle entre autres, « les moutons anthropophages ».

Bacon, dans la *Nova Atlantis*, a voulu aussi tracer le programme d'une réforme sociale : *De legibus sive de optimo civitatis statu*, mais il n'écrivit que la première partie de son livre, où il montre que l'homme doit se faire de la nature un serviteur, en étudiant ses forces et ses lois. Dans son *Oceana*, dédiée à Cromwell (1656), Harrington s'occupe surtout des institutions politiques.

La *Civitas Solis* du moine calabrais Campanella (1623) a plus d'un rapport avec l'*Utopia* de More, mais sa cité idéale ressemble encore plus à un couvent ; car le gouvernement est entièrement théocratique. La société est gouvernée despotiquement par un pape, le Métaphysicus et sous lui, par trois ministres, Pon, la Force, Sin, la Sagesse et Mor, l'Amour. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que la *Civitas Solis* n'est qu'une annexe d'un grand ouvrage, où Campanella essaye d'édifier un système complet de sociologie, dont le plan ressemble à celui qu'a conçu Herbert Spencer. La première partie s'occupe de l'essence et des lois de la nature ; la seconde, des mœurs des hommes ; la troisième, de la politique et la quatrième de l'économique.

Les habitants de la cité du Soleil habitent de magnifiques palais où se trouvent réunis les splendeurs de l'art et les agréments de la vie. Tout est en commun, les biens et les femmes, comme dans la république de Platon, de sorte qu'il n'y a

plus ni conflits d'égoïsmes, ni luttes d'intérêts, ni misère, ni vol, ni crime d'aucune sorte. Hommes et femmes travaillent également; mais chacun en raison de ses forces et de ses aptitudes.

La même estime est accordée à tous les genres d'occupation, lesquelles sont réglées et distribuées par les magistrats. Les femmes et les enfants s'adonnent spécialement à la musique.

Il n'y a plus ni pauvres, ni riches, et quatre heures de travail, par jour, suffisent pour procurer largement le nécessaire à tous, parce que l'oisiveté est complètement bannie. « Sur les 70,000 Napolitains, dit Campanella, à peine 10,000 ou 15,000 travaillent. Ceux-ci se détruisent par un labeur excessif, les autres par les vices et les maladies qui en résultent. » *In civitate Solis dum cunctis distribuuntur ministeria, et artes et labores et opera; vix quatuor in die horas singulis laborare contingat, reliquum licet tempus consumatur in addiscendo jucundè, disputando, legendo, natando, scribendo, deambulando, exercendo ingenium et corpus cum gaudio.*

Chaque genre de production est dirigée par un chef qui règle la besogne à faire et répartit les emplois.

M. Quack cite une autre utopie peu connue, quoique Southey en parle dans ses *Colloquies* II, p. 373, et Sir George Cornwallis dans son livre : *Treaty on the methods of observation and reasoning in Politics*, II, p. 271. Le titre de ce livre écrit en français (1671) est : *Histoire des Sévarambes*. Il est dédié au baron Riquet, qui a fait le fameux canal du Languedoc, l'ancêtre des princes de Chimay. L'auteur anonyme est probablement Vairasse d'Allais. Le peuple des Sévarambes, qu'un voyageur a visité dans une île de l'océan Austral, vit heureux sous la conduite de son roi. Comme la richesse et la propriété des biens donnent naissance à l'avarice, à l'envie, aux extorsions et à une infinité d'autres maux, ce roi, bien inspiré, voulut que toutes les terres et toutes les richesses appartenissent en propre à l'État. Tous travaillent huit heures par jour et tous sont riches, car leurs

besoins sont largement satisfaits. Le magistrat distribue à chaque famille ce qui lui est nécessaire. Point d'oisifs, point d'arts inutiles qui ne servent qu'à entretenir la vanité et le luxe, point d'inégalités, point d'intempérance, ni de crimes; les règles d'une moralité sévère sont imposées à tous. Les Sévarambes habitent de vastes bâtiments appelés osmasies, où mille personnes trouvent un logement plus agréable que dans nos palais actuels et où est établi un magasin renfermant tous les objets qu'on peut désirer. Ces osmasies ne sont autre chose que les phalanstères décrits plus tard par Fourier. Mais le mérite particulier et peu remarqué de ce réformateur, c'est qu'il a appliqué logiquement jusqu'au bout et jusqu'à l'absurde, si l'on veut, l'optimisme du XVIII^e siècle.

L'homme est naturellement bon, disent les philosophes de cette époque, en opposition à l'idée chrétienne de la chute, qui considère l'homme comme porté au mal. Mais si l'homme est bon, ses passions, ses instincts sont bons aussi. N'est-ce pas Dieu, la Bonté suprême, qui les a mis en nous? Les souffrances de l'humanité proviennent uniquement de ce que, contrairement à l'ordre naturel, on a voulu extirper ou comprimer ces passions. Il faut, au contraire, les respecter, les stimuler et en faire les ressorts de la société nouvelle. Rendez le travail attrayant, et l'homme s'y livrera avec ardeur, en raison même de son goût pour le plaisir. Que les faveurs des plus jolies femmes soient la récompense des travailleurs les plus habiles, les plus laborieux, comme au temps des tournois, où la plus belle était accordée au plus vaillant, et l'attrait sexuel, que l'on condamne comme un péché, deviendra le moteur universel du monde économique. Après avoir tracé à sa façon le tableau des passions humaines, Fourier essaye de montrer comment chacune d'elles deviendra un moteur dans l'œuvre de la production des biens. Un exemple fera comprendre le système. Quelque perfectionnée que soit l'organisation du phalanstère, grâce au progrès de la mécanique et de la chimie, il y aura toujours à faire certains travaux plus ou moins répugnants. Ils seront exécutés par les enfants, car ceux-ci se plaisent à jouer dans la boue,

et la saleté ne leur déplait nullement, comme on peut le voir dans les rues après une pluie d'orage.

L'*Icarie* de Cabet, parue quelque temps avant 1848, reproduit les traits principaux des utopies communistes antérieures. C'est toujours l'idéal du couvent et de la caserne : chacun travaillant pour tous, sous la direction des chefs, la production et la consommation des biens se faisant en commun, l'harmonie régnant entre tous parce que la propriété, source de toutes les querelles, est abolie.

Un romancier illustre, Lytton Bulwer, s'est aussi passé la fantaisie d'écrire un roman de réforme sociale : *The coming race*. Seulement, ce n'est plus dans une île lointaine, mais au sein de la terre que se rencontre la société idéale. Un explorateur descend dans une mine très profonde ; la corde se rompt et il se trouve tout d'un coup transporté dans un monde merveilleux, éclairé par une lumière perpétuelle d'une douceur sans pareille. Il y rencontre des êtres humains semblables à nous, mais plus forts, plus beaux, plus sages que nous. Ceux-ci ont découvert une force bien autrement puissante que l'électricité, le *vril*, au moyen de laquelle ils peuvent foudroyer hommes et animaux, qu'ils réduisent en cendres en un instant.

L'harmonie règne dans les relations économiques, car la concurrence est abolie : « La première condition du bonheur parmi les hommes, dit Lytton Bulwer, consiste dans la suppression de cette compétition et de cette lutte entre les individus, qui, quelle que soit la forme de gouvernement qu'ils adoptent, subordonne le plus grand nombre au plus petit, anéantit la véritable liberté individuelle, quelle que soit la liberté nominale garantie par l'État, et détruit ce calme de l'existence, sans lequel il n'y a pas de félicité matérielle ou spirituelle. »

La production de tous les biens est facile et abondante, car, outre la force presque illimitée du *vril*, « la race future » emploie les moyens mécaniques les plus perfectionnés pour tous les travaux.

« La machine est mise en usage d'une façon inconcevable

dans tous les travaux, tant aux champs qu'en ville, et le département chargé de cette administration s'efforce d'en étendre sans cesse l'emploi. Il n'y a pas de classe spéciale de travailleurs pour les machines. A leur service sont attachés les enfants depuis le moment où ils peuvent s'éloigner de leur mère jusqu'à leur mariage. Ces enfants forment des cohortes et des sections sous des chefs spéciaux, et chacun s'occupe du travail qui lui plaît le plus ou auquel il est le plus apte. »

L'égalité est grande car tous reçoivent même rémunération proportionnelle. « Dans leur système, chaque enfant du sexe masculin, en arrivant à l'âge du mariage, c'est-à-dire à l'époque où cesse le travail actif, a acquis de quoi vivre pendant le reste de la vie. Les enfants doivent tous servir et sont également payés, mais en raison de leur âge et de la nature du travail. »

Dans cette société bienheureuse, on se marie, on se reproduit, et comme la santé de tous est excellente, bientôt le problème de l'excès de la population doit se poser. On voit que lord Lytton avait lu Malthus : « Chaque communauté fixe sa limite en raison des circonstances, prenant garde qu'il ne se produise jamais une classe d'indigents, par suite de la pression de la population sur les forces productives du territoire et qu'aucun État ne devienne assez grand pour ne plus pouvoir être gouverné comme l'est une famille bien ordonnée. » Afin de maintenir l'équilibre entre la population et les moyens de subsistance, un certain nombre de familles émigrent de temps en temps pour coloniser des terres inoccupées. Comme en Germanie, les femmes jouissent d'une grande autorité. Leur puissance est plus grande parce que leur savoir est plus étendu.

Les habitations sont plus confortables et plus élégantes que les palais d'aujourd'hui. Une particularité est à noter : « Chaque chambre a un appareil mécanique qui produit des sons mélodieux généralement adoucis en murmures enchanteurs qui semblent provenir d'esprits invisibles... »

Le roman de réforme sociale de Bulwer n'est qu'une esquisse. Elle est très inférieure à l'*Utopia* de More, qui

dépeint des maux de l'ordre social d'une façon plus nette et plus instructive.

Enfin, récemment a paru un livre du même genre : *Looking backward* par Édouard Bellamy, mais qui mérite de fixer davantage notre attention à plusieurs égards. Il est bien composé et bien écrit ; il subjugue l'imagination de ses lecteurs. Son auteur, au courant des doctrines économiques, s'efforce de réfuter les objections qu'on peut lui faire, à ce point de vue, et il semble lui donner ainsi une valeur scientifique qui manquait entièrement aux rêves d'une société modèle parus jusqu'à présent. Enfin, le succès extraordinaire de ce petit volume, qui rappelle celui qu'a obtenu dans le monde anglo-saxon *Progress and Poverty* de Henri George, est un signe du temps dont on ne peut méconnaître la signification.

La fiction qui sert de trame à ce programme des réformes sociales est simple et ingénieuse. Au lieu de nous transporter dans une île lointaine ou sous la surface de la terre, M. Bellamy nous décrit la société telle qu'elle sera en l'an 2000. L'auteur du récit, Julian West, habitant de Boston, était sujet aux insomnies. Pour obtenir le sommeil, il s'était fait construire dans les caves de sa maison une chambre à coucher parfaitement close où son docteur venait l'endormir en l'hypnotisant. Un certain soir qu'il s'est endormi de cette façon, le 13 mai 1887, le docteur quitte la ville, son domestique est tué dans l'incendie de la maison et West est enterré et oublié dans sa chambre souterraine, dont nul ne connaît l'existence. Il est déterré et trouvé vivant 123 ans plus tard par le docteur Leete, qui le réveille et lui rend toute sa vigueur au moyen d'un cordial. Reçu fraternellement dans la famille de ce savant, il visite avec lui toute la ville, il en étudie les institutions qu'il nous décrit et il les compare à celles de nos jours. A toutes les objections qu'il fait, il reçoit des réponses toujours satisfaisantes et ainsi il nous présente un tableau complet de la nouvelle organisation sociale.

Comme dans les précédentes utopies, M. Bellamy commence par montrer les vices du régime actuel ; mais il ne s'y

arrête pas longtemps. Il le dépeint en une comparaison saisissante, qui fait apprécier la manière de l'auteur.

« Pour essayer de donner une idée de la manière de vivre de cette époque et spécialement des relations qui existaient entre les riches et les pauvres, je ne puis faire mieux que de comparer la société à un omnibus colossal, auquel les masses étaient attelées et qu'elles devaient tirer avec peine, sur un chemin montant et sablonneux. Le conducteur était la Faim, qui ne permettait aucun répit, quoiqu'on n'avancât nécessairement que très lentement. Malgré la difficulté de tirer l'omnibus sur un terrain si difficile, il se trouvait une quantité de voyageurs établis sur le haut de la voiture et personne n'en descendait, même aux montées les plus roides. Les sièges supérieurs étaient très confortables, à l'abri de la poussière, et leurs occupants jouissaient de l'air pur, des jolis paysages et discutaient sur les mérites de l'attelage. Naturellement, ces places étaient très recherchées et la concurrence pour les obtenir était très active, chacun ayant comme principal but dans la vie de s'assurer un siège au haut de la voiture pour le laisser à ses enfants...

« Je me rends bien compte que les hommes du xx^e siècle trouveront cet état de choses incroyable, tant il est inhumain, mais il y a deux faits très curieux qui l'expliquent en partie. En premier lieu, on croyait fermement et sincèrement qu'il n'y avait pas d'autre moyen pour la société de se maintenir; il semblait nécessaire que le grand nombre tirât à la corde, tandis que la minorité se laissait traîner. En outre, on pensait qu'il n'était pas possible d'améliorer le harnais, la voiture, la route ou la distribution du travail. Cela avait toujours été ainsi et serait toujours de même. C'était triste, mais il n'y avait rien à faire, et la saine philosophie défendait de compatir inutilement à ce qui était irrémédiable. L'autre fait, encore plus curieux, consistait en une singulière hallucination partagée par tous les occupants des sièges supérieurs. Ils s'imaginaient qu'ils n'étaient pas exactement semblables à leurs frères et à leurs sœurs traînant le véhicule, mais qu'ils étaient formés d'une argile plus fine, appartenant

à un ordre supérieur de créatures qui avait équitablement le droit de se faire traîner. »

Voyons maintenant comment les hommes du xx^e siècle se sont organisés pour mettre fin à cet étrange partage des biens de ce monde, en vertu duquel, aujourd'hui, les uns jouissent sans travailler et les autres travaillent sans jouir. Je tâcherai d'exposer l'organisation nouvelle de la société rêvée par M. Bellamy en me servant autant que possible, des termes mêmes de l'auteur.

Les traités d'économie politique divisent ordinairement la matière en trois sections : la première s'occupe de la production, la seconde de la répartition et de la circulation et la troisième de la consommation des richesses. Et en effet, c'est bien là le cycle économique. L'homme a des besoins variés à satisfaire; il lui faut donc produire les choses utiles que ces besoins réclament. Les hommes ne travaillent pas isolément, mais par groupes et par voie coopérative; il faut donc répartir entre eux le produit obtenu. Enfin, chacun ayant reçu sa part, il la consomme pendant qu'en travaillant il reproduit de quoi s'entretenir à nouveau. J'ai donc cru bien définir l'économie politique en la nommant « une science déterminant les lois qui devraient être adoptées par les hommes dans le but de se procurer, avec le moins d'efforts possible, le plus de choses nécessaires à la satisfaction de leurs besoins, de les distribuer justement et de les consommer rationnellement. (*Éléments d'économie politique.*) »

Voyons d'abord comment se crée la richesse en l'an 2000. La terre et tous les instruments de production, les fermes, les mines, les chemins de fer, les moulins ont été *nationalisés* et sont la propriété de l'État. L'industrie et le commerce du pays ne sont plus dirigés par des corporations irresponsables, composées de personnes privées qui les gouvernent à leur gré et dans leur propre intérêt. Ils sont confiés à un syndicat représentant le peuple dans l'intérêt commun.

La transformation de l'ancienne organisation s'est effectuée sans violence et avec l'appui presque unanime de l'opinion publique. Le nombre des syndicats, maniant des revenus

plus grands que ceux de nations entières, et dirigeant le travail de centaines de milliers d'hommes avec un succès et une économie irréalisables dans des opérations de moindre importance, augmentaient d'année en année. On avait reconnu comme un axiome, que plus les affaires étaient considérables, plus le bénéfice était grand, et ainsi le monopole de l'État avait fini par absorber tous les anciens monopoles. La nation devenue maintenant le seul *employeur*, et tous les citoyens étant ses employés, elle les distribuait dans les différentes branches, selon les besoins de l'industrie. C'est tout simplement le principe du service militaire universel appliqué au travail. La durée du service industriel est de vingt-quatre ans, commençant à l'âge de vingt et un ans, au moment où les hommes ont terminé leur éducation, et durant jusqu'à leur quarante-cinquième année. Les femmes travaillent pendant le même temps, mais leur besogne est proportionnée à leurs forces.

Le système de production est divisé en dix grands départements distincts, comprenant chacun tout un groupe d'industries unies entre elles. Chaque industrie spéciale est à son tour représentée par un bureau qui la dirige et qui tient un registre exact des produits actuels et des forces productives qu'il a sous sa juridiction. Les bureaux distribuent l'ouvrage à leurs employés d'après la demande du département de la distribution qui vend les produits à la nation.

Les chefs des dix grandes divisions de l'armée industrielle peuvent être comparés à des commandants de corps d'armée; ils ont à leur tête le président de l'État, comme général en chef.

Le président doit avoir passé par tous les grades qui sont en dessous de lui, en commençant par celui d'ouvrier. Il obtient le premier rang par l'excellence de ses certificats, d'abord comme artisan, ensuite comme lieutenant. Les chefs de chaque corporation sont élus, mais pour les empêcher d'intriguer afin d'obtenir l'appui des ouvriers qui leur sont subordonnés, ils sont choisis par les membres honoraires de la corporation, c'est-à-dire par ceux qui ont terminé leur service à l'âge quarante-cinq ans.

Quelle est l'autorité déterminant le choix de chaque nouvelle recrue parmi deux ou trois cents métiers et commerces différents ? Bellamy résout cette question très aisément, comme toutes les autres.

Tout nouveau venu appartient pendant trois ans à la classe des artisans « inexpérimentés » (*unskilled*). Pendant cette période, les jeunes gens sont à la disposition de leurs supérieurs, qui les emploient à n'importe quel ouvrage. A vingt-quatre ans, chaque citoyen choisit librement son état. Ses facultés naturelles, intellectuelles ou physiques déterminent la profession qu'il peut exercer, avec le plus de profit pour la nation et pour lui-même.

L'administration doit égaliser le plus possible les avantages de chaque métier, de manière qu'aucune branche de l'industrie ne soit encombrée d'ouvriers, aux dépens des autres occupations qui seraient délaissées. On obtient ce résultat, en fixant les heures de travail dans chaque occupation d'après la peine qu'elle nécessite. Si certain genre de travail est si pénible qu'il faille réduire la journée à dix minutes, on le fait pour parvenir à trouver des ouvriers.

L'administration, en déchargeant certaines classes d'ouvriers et en imposant un travail plus long à d'autres, suit simplement les fluctuations de l'opinion parmi les travailleurs, laquelle se traduit par le nombre des volontaires qui s'offrent.

Mais qui fait l'ouvrage de la maison ? Ici, pas de difficulté non plus. La cuisine, la lessive, la confection et le raccommodage des vêtements, tout se fait dans des établissements publics à très bas prix. Le chauffage et l'éclairage sont fournis par l'électricité. Chaque famille jouit d'une salle à manger particulière dans un magnifique monument possédé par la nation. Le service est confié à des jeunes gens appartenant à la classe des apprentis. On leur attribue également toutes sortes d'occupations faciles. Le niveau social est le même pour tous, parce que chaque individu n'est jamais le serviteur des autres, mais de la nation.

Il n'y a ni monnaie, ni salaire. Tous les citoyens, l'ouvrier de talent, l'artisan sans expérience, les femmes, et même les

malades, reçoivent chacun, tous les ans, un carnet de chèques de même valeur, avec lequel ils se procurent ce dont ils ont besoin dans les entrepôts publics. Les employés tiennent le compte des dépenses. Tous les ouvriers travaillent de leur mieux, par patriotisme et par philanthropie, car ils sont au service de la nation, depuis que l'industrie privée est abolie. L'armée industrielle est parfaitement organisée, et tous ses membres sont animés d'un même esprit de sacrifice et d'abnégation. L'honneur a remplacé l'amour de l'argent comme stimulant au travail, car l'activité et le zèle pour le bien public sont les seuls moyens d'obtenir une bonne réputation, et la seule voie pour arriver aux honneurs et au pouvoir.

La production générale a beaucoup augmenté. Il n'y a plus de fainéants, plus de voleurs, plus de pauvres ni de riches. Les produits allant directement, après leur fabrication, dans les entrepôts, il n'y a plus de marchands ni d'agents ; tous les intermédiaires ont disparu. La dix-huitième partie des gens occupés suffit à la répartition des objets usuels, tandis qu'actuellement elle en exige la huitième partie. Il n'y a plus de déchet sur le travail et le capital, provenant de la mauvaise administration de l'industrie. La concurrence étant supprimée, les crises produites par un excès de production ont cessé, car on ne fabrique plus que les objets jugés nécessaires par un comité dirigeant la marche générale de l'armée industrielle.

Quelle différence quant à la force productive entre une armée semblable, bien disciplinée et soumise à un seul chef, et les nombreuses hordes de barbares que nous voyons maintenant toujours en guerre les unes contre les autres.

Comment l'équilibre entre l'offre et la demande peut-il être établi ? Précisément comme à présent. Quand un article est très recherché, il devient plus cher. L'ouvrage nécessaire à la confection d'un objet sert de base à sa valeur. Ce n'est plus la différence des salaires qui produit la plus-value des objets, mais le nombre d'heures constituant une journée de travail dans les différentes branches de l'industrie, car la rétribution des ouvriers est toujours le même. Ainsi, si un genre

Le travail est si fatigant que la journée de l'ouvrier est réduite à quatre heures, l'objet fabriqué coûtera deux fois plus que le produit que l'on obtient dans une industrie qui permet une journée de huit heures. L'heure de travail est bien la base du prix des objets, mais cette heure a une valeur d'autant plus grande que le travail exécuté est plus difficile ou plus rebutant.

On peut objecter que les parents, n'ayant plus à pourvoir à l'avenir de leurs enfants, n'auront plus de motifs pour se restreindre et épargner. C'est vrai, mais l'épargne n'est plus nécessaire, sauf dans des cas exceptionnels. La nation garantit la nourriture, l'éducation et le confort de tous les citoyens. Comme la production totale est plus grande que la consommation de la richesse, le surplus est employé par l'État à agrandir le capital productif, c'est-à-dire à créer des chemins de fer, des usines, à perfectionner les machines et à organiser de nouveaux lieux de divertissements publics dont tous jouissent, tels que clubs, musées, théâtres et concerts.

Le principe de l'économie du travail par la coopération a été appliqué au service musical comme à tous les autres. Il y a dans chaque ville une quantité de salles de concert, dont l'acoustique est excellent. Le téléphone relie ces salles aux maisons de tous ceux qui désirent s'abonner aux concerts. Le nombre des musiciens est si considérable, que, tout en jouant des morceaux d'une longueur ordinaire, ils font des séances de quatre heures, et tous les abonnés souffrant d'insomnies peuvent charmer leur ennui, en appliquant à leurs oreilles les cornets d'un appareil téléphonique aboutissant au chevet de leur lit. Ils peuvent également choisir le genre de musique qu'ils préfèrent. On jouit à très bas prix de tous ces avantages.

Comme on l'aura déjà remarqué sans doute, M. Bellamy reproduit plusieurs idées empruntées aux utopies anciennes : l'harmonie universelle, la distribution des métiers d'après les aptitudes, l'égalité de la rémunération, le confort et le bien-être universel, la réduction des journées de travail ; la

suppression de la paresse, de la monnaie, de la concurrence, de la lutte pour l'existence ; l'érection de palais superbes et commodes, dont tous jouissent, et même jusqu'à la musique, mise à la portée de tous, comme dans *The coming race*.

Il est un petit écrit très substantiel et très éloquent, mais bien peu lu aujourd'hui, qui expose parfaitement les bases de la société nouvelle que M. Bellamy a mis en action sous forme de roman : c'est *L'organisation du travail*, par Louis Blanc. X

Examinons maintenant les objections que soulèvent les idées de notre auteur. Il en est deux principales : la première se rapporte à la répartition des fonctions, la seconde à la répartition des produits. Voyons d'abord le premier point.

Dans l'Église comme dans l'armée, c'est l'autorité qui répartit les fonctions. En Chine, tout se règle par des examens. Mais la difficulté serait autrement grande dans la société nouvelle, car il s'agirait de toutes les branches de la production et celles-ci seraient également ouvertes à tous les citoyens, qui auraient reçu la même éducation.

Il est évident que tous choisiraient les occupations les plus agréables et que les autres seraient délaissées. M. Bellamy a cherché un moyen non imaginé par ses prédécesseurs, de parer à cet inconvénient. Les heures de travail seront d'autant moindres que la besogne à faire sera moins attrayante, dût-on réduire la journée à « quelques minutes ». Mais très souvent il serait impossible d'appliquer ce système. Prenons le travail du mineur dans les houillères ; il faudrait certes le rendre bien court pour y attirer des amateurs. Seulement vous auriez alors une procession continue d'ouvriers montant et descendant, ce qui rendrait l'exploitation impossible. De même pour l'entretien du feu des chaudières à vapeur sur les navires : il faudrait embarquer une armée de chauffeurs. Et les puddleurs, et les ouvriers dans les laminoirs, etc.? Néanmoins, l'idée de réduire la journée en raison de ce que la besogne a de dur ou de répugnant est juste en principe et pourrait être appliquée, en certaine mesure, dans toute organisation rationnelle de l'industrie. X

La principale objection, et celle-ci est absolue, c'est le système de rémunération, qui n'est autre que celui du communisme : *de chacun suivant ses forces, à chacun suivant ses besoins*, se traduisant pratiquement par l'égalité des salaires.

L'intérêt personnel est le ressort universel du monde économique. L'ouvrier ne fait tout ce qu'il peut faire que quand la rémunération est en proportion de la besogne faite. Cela est affligeant peut-être, mais cela est ainsi. Voici deux faits qui le prouvent.

Après la révolution de 1848, Louis Blanc organisa un atelier de travailleurs, sur la base de ses principes égalitaires. Le salaire était égal pour tous; mais le nom des paresseux était affiché. Le travail était très bien payé, car il avait pour objet une fourniture d'uniformes de la garde nationale commandés par l'État. Au début, tout alla bien : ces travailleurs étaient tous des socialistes ardents et convaincus, qui se faisaient un point d'honneur de faire réussir l'expérience du nouveau système; mais bientôt l'entente cessa. -Ceux qui étaient plus laborieux ou plus expéditifs accusaient de paresse ceux qui l'étaient moins. Ils se sentaient victimes d'une injustice criante, car leur rémunération n'était pas en rapport avec leur zèle. Ils étaient exploités et dupés, ce qui leur parut intolérable. De là, récriminations, querelles et batailles. Le temple de la fraternité se transforma en « boîte aux gifles », ce qui est, comme on sait, le nom donné au bâtiment, où les citoyens de Genève se réunissent pour exercer leurs droits souverains.

Autre exemple : Le maréchal Bugeaud avait fondé en Algérie, à Beni-Mered, une colonie militaire sur une base communiste. Il y établit des hommes de choix à qui il fournit tout ce dont ils avaient besoin pour cultiver le sol. Terres, bestiaux, instruments aratoires, récoltes, tout devait être possédé et exploité en commun pendant trois ans. Le plan était excellent; il échoua néanmoins. Les soldats, habitués à la discipline, à l'obéissance passive, au salaire égal et n'ayant ni foyer privé, ni famille, ne purent cependant supporter jusqu'au bout le noviciat communiste. Comme on faisait

autre chose que l'exercice, l'esprit d'innovation, le goût des améliorations ne tardèrent pas à s'éveiller. Chacun aurait voulu cultiver à sa guise, et ils se reprochaient les uns aux autres de ne pas bien faire la besogne. Le maréchal eut beau leur exposer qu'il y avait pour eux grand avantage à travailler en commun, afin de vaincre les premières difficultés et de réaliser l'économie que procure la division du travail; rien n'y fit : il fallut dissoudre l'association, qui cependant avait donné des profits.

M. Bellamy ne renonce pas complètement, il est vrai, à mettre en jeu les deux plus puissants mobiles des actions humaines : la peine et la récompense. La peine est celle-ci : « Un homme capable de faire son devoir et s'y refusant obstinément est séparé de toute relation humaine. » Cela veut-il dire que le paresseux sera mis à mort, en prison ou réduit à mourir de faim ?

En tout cas, c'est la contrainte. Mais qui l'appliquera ? Et dans quel cas ? Il sera rare qu'on se refuse absolument à rien faire. Seulement, celui qui travaillera le moins possible et mal sera-t-il puni ou recevra-t-il le même salaire que les autres ? L'État ne pourra renvoyer le mauvais ouvrier ainsi qu'on le fait aujourd'hui, car, comme il n'y aura plus d'entreprises privées, le renvoi équivaudra à la peine de mort. Quand la rémunération est en proportion de l'œuvre accomplie, l'activité est favorisée. Au contraire, l'égalité des salaires encourage l'oisiveté.

Mais l'honneur, dit M. Bellamy, sera une récompense suffisante, puisqu'il détermine aujourd'hui l'homme à tout sacrifier, même sa vie. Sans doute, l'honneur a inspiré des actes sublimes, objets d'admiration pour tous, mais il ne peut devenir le mobile du travail, le moteur de l'industrie. Il ne parviendra pas à vaincre les instincts égoïstes, la répugnance qu'inspirent certains travaux ou l'uniformité de la tâche quotidienne. Il peut faire un héros, non un ouvrier.

Je n'ignore pas qu'un système très semblable à celui que rêve M. Bellamy a parfois très bien fonctionné, par exemple au Pérou et dans le pays des missions, au Paraguay, où les

jesuites avaient admirablement discipliné les Indiens. Ceux-ci travaillaient en commun et pour la communauté, sous la direction des pères, qui faisaient ensuite le partage des produits entre les familles. C'était une dictature absolue, où nulle place n'était réservée ni à la liberté, ni à l'initiative individuelle¹. Les Indiens étaient certes matériellement plus heureux que nos ouvriers. Toutefois, Bougainville, qui les avait visités, dit qu'ils avaient l'air triste « d'animaux pris au piège ». D'ailleurs, peut-on s'imaginer que c'est à ce régime de théocratie absolue que se résignera l'humanité du xx^e siècle?

Comme le dit très bien sir Henry Maine, le Pérou offre l'exemple le plus frappant d'un régime collectiviste ayant réussi. Quand les Espagnols conquièrent ce pays, ils le trouvèrent admirablement cultivé, non seulement dans les plaines privées de pluie, le long de la côte, mais sur les hauts plateaux et dans les vallées étroites enserrées entre les pics gigantesques des Andes. Il jouissait d'une civilisation particulière, mais très avancée. Des monuments et des travaux publics considérables avaient été exécutés, chose d'autant plus merveilleuse que les indigènes ignoraient l'usage des métaux autres que l'or et l'argent. Tout un système de canaux d'irrigation amenaient les eaux des hauteurs dans les plaines arides de la côte et y favorisaient une culture très perfectionnée. L'un de ces canaux était prodigieux : creusé sous terre sur une longueur de 500 milles anglais, il traversait les montagnes et les rivières. Ce qui reste des temples et des palais étonne encore le voyageur. Les traits principaux du régime économique étaient les suivants : Le sol, source presque unique de la richesse, appartenait à l'État. Il était divisé en trois parties, la première servant à l'entretien des temples et des prêtres du Soleil, la seconde à celui du souverain et de la noblesse, la troisième concédée en jouissance temporaire au peuple, qui cultivait toutes les terres sans

¹ Voyez CHARLEVOIX, *Histoire du Paraguay*, 1768. MURATORI, *Relation des missions du Paraguay*, 1754. A. KOBLER, *Der christliche Communismus in der Reductionen von Paraguay*, 1877.

exception, comme chez nous, au moyen-âge. Les terres étaient réparties chaque année entre les familles, suivant leurs besoins, ainsi que cela se pratiquait chez les Germains au temps de Jules-César : *Magistratus ac principes in annos singulos, gentibus cognationibusque hominum quantum et quo loco visum est agri attribuunt atque anno post alio transire cogunt.* (*De Bell. Gall.*, VI, 22.) Il était tenu des registres très exacts des différents lots de terre et du nombre des membres de chaque famille, afin que la répartition pût se faire sur une base absolument équitable. Chaque famille avait aussi une part du guano des îles Chinchas, qu'on employait pour fumer le sol. Les travaux des champs se faisaient sous la direction et la surveillance des autorités. Il fallait d'abord mettre en culture les terres destinées à faire vivre les vieillards, les veuves, les orphelins, les malades et les ouvriers employés au service de l'État.

La culture du maïs se faisait jusque sur les pentes les plus abruptes, parce qu'on y avait construit, au moyen de blocs cyclopéens, des terrasses remplies de terre fertile apportée des vallées. L'État fournissait à tous l'habitation, les vêtements et les instruments de travail. Il n'y avait ni pauvre ni riche ; chacun avait de quoi subsister, mais sans pouvoir accumuler un excédent notable. L'oisiveté était punie. Il n'y avait point de monnaie ; l'or et l'argent servaient d'ornements ou étaient déposés dans les temples. Les échanges se faisaient dans des foires mensuelles, mais par la voie du troc. Le gouvernement distribuait les matières premières aux artisans et aux femmes, qui les transformaient en objets manufacturés, sous la surveillance des agents du pouvoir.

La population se divisait en communautés de famille semblables aux *zadrugas* des Jougo-Slaves. Elles comptaient parfois jusque mille membres et elles habitaient de vastes demeures. On en retrouve les ruines dans toute l'Amérique centrale et elles font penser à des fourmilières. Aux jours de fête, des repas communs réunissaient tous les habitants d'un même canton, comme cela se faisait dans les Sysities, en Grèce.

Le régime que nous venons d'esquisser n'était pas strictement communiste, car chaque famille récoltait pour elle-même les produits du lot de terrain qui lui était annuellement assigné; mais à côté de cette part très restreinte concédée à la vie individuelle, toute l'activité économique était dirigée par l'État. Et cependant le Pérou des Incas avait une agriculture plus soignée et occupant plus de terrain, une population et une richesse plus grandes, un bien-être plus généralement répandu, en somme, une civilisation matérielle plus avancée que du temps de la domination espagnole ou même de nos jours.

Ici, comme dans cette merveilleuse Égypte des Pharaons dont les monuments dépassent incomparablement en grandeur ceux des autres peuples, on voit ce que peut le travail de toute une nation soumis à la direction unique et concentrée du gouvernement ou des castes dirigeantes. Seulement, il s'agissait là de ce régime « stationnaire », dont Mill nous a défendu de médire, mais qui est en opposition complète avec ce besoin ardent de changements et de progrès qui caractérise l'homme moderne. Parmi ces transformations et ces révolutions qui le mènent vers une condition idéale à peine entrevue, il souffrira, mais il n'ira pas, semble-t-il, jusqu'à « regretter les oignons d'Égypte ».

L'éminent professeur de philosophie de l'université de Lausanne, M. Charles Secrétan, dont les écrits sur les questions sociales sont si hautement appréciés, s'est aussi laissé entraîner à formuler « son utopie », qui s'éloigne moins de la réalité que celle de M. Bellmay. Fatigué, il s'endort sur la rive enchanteresse du lac Léman aux eaux d'azur. Quand il se réveille, il est salué par un inconnu à l'aspect étrange qui a le front haut et l'œil pénétrant du philosophe, mais les mains calleuses de l'ouvrier. Il s'étonne, interroge; le savant, qui est en même temps forgeron, lui explique que l'état social au sein duquel il est transporté est très différent de celui du XIX^e siècle. Les hommes divisent, dit-il, leur journée en deux parties: l'une consacrée au travail manuel, l'autre aux occupations de l'esprit. Les jeunes gens, qui reçoivent tous

une instruction très complète, apprennent aussi un métier qu'ils exercent plus tard et qui ne fait que les relever aux yeux de leurs concitoyens.

« Aujourd'hui que chacun travaille, ajoute le forgeron philosophe, six heures suffisent pour fournir à tous de quoi entretenir une famille dans l'aisance. On se relaye dans les ateliers, où le jeu des machines ne souffre pas d'interruption. C'est que nous n'avons plus d'oisifs : ni propriétaires fonciers et leurs valets, ni capitalistes et parasites de tous genre, ni mendiants, ni ouvriers sans ouvrage. L'accumulation du capital n'est pas interdite, mais l'intérêt de l'argent est tombé si bas qu'il faut une fortune exceptionnelle pour vivre de ses rentes, d'autant plus que le salaire est très élevé, en moyenne 3,000 francs par an.

Toutes les terres et même les maisons à louer appartiennent à l'État, qui les a « nationalisées », après avoir indemnisé les anciens propriétaires, au moyen d'un droit élevé de succession. L'opération de reprise a commencé en Irlande, et elle a si bien réussi qu'on l'a appliquée partout ailleurs. Quant à l'industrie manufacturière, elle est exercée par des associations coopératives. Tous les ouvriers d'une mine ou d'une fabrique en sont plus ou moins copropriétaires; le directeur, les employés, les travailleurs sont actionnaires pour le montant de leur épargne, et cette épargne commence à se former par des retenues sur le salaire dès le jour de leur entrée dans l'établissement social. Seuls, les auxiliaires, qu'on prend pour quelques jours, touchent intégralement leur paye. La transition de l'ancien régime industriel au nouveau s'est faite insensiblement.

La lutte entre capitalistes et ouvriers était devenue si violente et, les grèves si fréquentes, que les chefs d'industrie n'ont plus vu d'autre ressource que d'associer tout leur personnel à l'entreprise, en lui accordant une participation aux bénéfices. La part accordée aux ouvriers leur permit de devenir actionnaires ou commanditaires, et les patrons se transformèrent en gérants. Ainsi, les firmes où la participation s'était introduite se changèrent en sociétés coopératives

de production, du vivant même des anciens chefs et sous leurs auspices. Par cette voie, l'ouvrier est entré en possession de l'instrument de travail, et la propriété, sans laquelle il n'y a pas de liberté réelle, est devenue universelle dans l'association. Aujourd'hui, chacun reçoit la valeur intégrale du travail qu'il exécute.

Les douanes étant abolies, chaque pays s'applique à développer les branches de l'industrie auxquelles son climat et les aptitudes de ses habitants le rendent le plus propre. L'équilibre entre l'offre et la demande s'établit, parce que, la statistique faisant connaître les besoins de la consommation, la production se règle en conséquence. A l'intérieur de chaque pays, les groupes exploitant la même branche sont associés, et ainsi a pris fin cette concurrence sans merci qui permettait à quelques millionnaires de s'enrichir aux dépens de milliers de leurs semblables, qu'ils faisaient travailler à leur profit exclusif.

Les nombreuses heures de travail employées à produire les objets de luxe que réclamaient la vanité et la sensualité le sont aujourd'hui à créer des choses vraiment utiles, et ainsi le bien-être général est considérablement accru. La part qui en revient à chacun est en proportion de la besogne effectuée.

L'utopie de M. Ch. Secrétan me paraît répondre d'une façon générale à l'idéal qu'entrevoient pour l'avenir ceux qui ont foi dans le progrès ultérieur de l'humanité. La nationalisation, ou plutôt la « communalisation » du sol ne semble pas devoir offrir grande difficulté. Dans une lettre récente adressée au *Times* (9 novembre 1889), sir Louis Mallet, qui combat énergiquement cette mesure, dit très bien que pour apprécier une institution, il faut voir si elle rend la responsabilité effective et si elle tend à maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande. Mais, à ce point de vue, que le tenancier paye la rente à un propriétaire, à un collège d'Oxford, à une corporation de la Cité ou bien à la commune ou au *County council*, la différence est légère.

En Russie et en Prusse, l'État possède un grand nombre de fermes qu'il loue comme le ferait tout autre propriétaire.

En Belgique et ailleurs, les hospices, institution d'intérêt public, possèdent un grand nombre d'immeubles loués et administrés comme ceux des particuliers.

Le stimulant au travail, la responsabilité sont les mêmes dans les deux cas. Élevez l'impôt foncier de façon qu'il absorbe la rente, rien ne sera changé à la marche des rapports économiques. Seulement, la commune, le comté ou l'État seront plus riches de tout ce que perdront les propriétaires.

La seule question qui intéresse le bien-être général est celle-ci : Le revenu foncier sera-t-il employé d'une façon plus reproductive par les pouvoirs publics que par les propriétaires ¹ ?

La difficulté n'est grande que quand on aborde le domaine de l'industrie. Les sociétés coopératives, qui devaient prendre en mains la gestion des entreprises manufacturières, n'ont réussi jusqu'à présent qu'exceptionnellement. Il leur manquait deux choses essentielles : la capacité et l'autorité dans la direction, l'esprit de discipline et d'obéissance parmi les travailleurs. On peut espérer, avec M. Secrétan, que, grâce à l'instruction et à l'expérience acquise peu à peu, la classe ouvrière parviendra à acquérir les qualités nécessaires pour diriger les affaires industrielles sans devoir recourir à l'intervention des capitalistes, et, dès ce moment, la transformation sociale s'opérera pacifiquement, inévitablement, comme toute l'évolution économique antérieure.

Le succès si grand et si rapide qu'a obtenu le livre de M. Bellamy (300,000 exemplaires vendus en moins d'un an) et qui rappelle celui de *Progress and Poverty* de M. Henri George, est un symptôme digne d'attention. Il prouve que l'optimisme des anciens économistes a perdu l'autorité dont il jouissait naguère. On ne croit plus qu'en vertu du laissez-faire, tout s'arrange au mieux dans le meilleur des

¹ La question de la nationalisation du sol est discutée d'une façon magistrale et sans parti pris par M. Pierson dans le volume nouvellement paru de son traité d'économie politique : *Leerboek der Staathuishoudkunde*. Haarlem, 1889. M. Pierson croit que les inconvénients l'emportent de beaucoup sur les avantages.

mondes possibles, on sent qu'il y a vraiment une « question sociale ». C'est-à-dire que le partage des biens de ce monde ne se fait pas conformément à la justice et qu'il y a quelque chose à faire pour augmenter la part de ceux qui fournissent le facteur principal de la production, le travail. Un auteur trop peu lu aujourd'hui, le traducteur des écrits politiques de Stuart Mill ¹, Dupont-White, a parfaitement caractérisé, il y a bien des années déjà (1846), ce sentiment nouveau : « L'accroissement de la production des richesses devait, espérait-on, donner satisfaction à tous, mais il n'en est rien : le mécontentement est plus grand, plus profond que jamais. De cet espoir trompé est née une science nouvelle. Qu'on l'appelle science sociale, qu'on lui conteste même le nom de science, toujours est-il que la *charité dans les lois* est une donnée qui, de nos jours, doit faire école, car, en dehors même des sectes socialistes, elle a mis dans tous les cœurs un trouble, un souci, une émotion inconnue au sujet des classes souffrantes, et, en quelque sorte, un cas de conscience publique. » N'ai-je pas eu raison d'appeler Dupont-White un précurseur, j'aurais pu dire un prophète.

Quant au rêve de M. Bellamy, il restera toujours, je le crains, une utopie, à moins que le cœur de l'homme ne se transforme complètement. Son idéal est du communisme pur, et comme tel, il soulève d'invincibles objections.

ÉMILE DE LAVELEYE (*Cont. Rev.*).

¹ En réalité, c'est M^{me} Sadi Carnot, l'éminente compagne du président de la République française, qui a traduit *La liberté et Le gouvernement représentatif* de Mill, sous les yeux de son père, Dupont-White. Voyez l'article que j'ai consacré à ce grand écrivain dans la *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} décembre 1889. Voir aussi les livres si pleins d'enseignement de Dupont-White : *L'individu et l'État* et la *Centralisation*.